

## 2 Politique

## Législatives à venir

## L'Ajev ne présentera pas de candidats

J. KOMBILE MOUSSA-VOU

Libreville/Gabon

**Mettant un terme aux rumeurs circulant ici et là, le directeur de cabinet du "distingué camarade président" du PDG, Brice Laccruche Alihanga, a clairement affirmé, au sortir de la réunion qu'il a présidée, samedi dernier, aux côtés du secrétaire général du PDG, Éric Dodo Bounguendza, que la structure associative, dont il est président d'honneur, n'investira personne au prochain scrutin législatif.**

À l'approche des élections législatives et plusieurs jours après l'adoption, en Conseil des ministres, des

mesures visant à la réduction du train de vie de l'État, la réunion présidée, samedi dernier, au siège du Parti démocratique gabonais (PDG), par le directeur de cabinet du "distingué camarade président" dudit parti, Brice Laccruche Alihanga, et le secrétaire général du PDG, Éric Dodo Bounguendza, s'est avérée très instructive et utile aux yeux des membres du Comité permanent et ceux du Bureau politique, particulièrement nombreux dans la salle.

A en croire les uns et les autres, M. Laccruche Alihanga s'est montré ferme et déterminé en affirmant que l'Association des jeunes émergents et volontaires (Ajev), dont il est le président d'honneur, ne présentera pas

de candidats aux prochaines élections législatives, dont on attend toujours la date d'organisation. De fait, répondant aux questions de la presse au sortir de cette rencontre, il a clairement laissé entendre que l'Ajev, association à caractère social, n'a aucune velléité politique. Et que seul le PDG, sa famille politique, est habilité à présenter des candidats. De quoi rassurer plusieurs hiérarchiques du "parti de masses et d'élites" et ses potentiels candidats qui, à tort ou à raison, craignaient de croiser le fer avec les "Ajévistes" au prochain scrutin législatif. Eu égard notamment, selon eux, au maillage du territoire national par

cette structure associative, de la forte médiatisation des activités multiformes menées par ses membres sur le terrain et que bien souvent, chez nous, vie associative rime avec politique. Des intentions largement relayées sur les réseaux sociaux.

Quoiqu'il en soit, selon certaines indiscretions, la liste des candidats appelés à défendre les couleurs du PDG lors des prochaines élections législatives pourrait être rendue publique dans les tout prochains jours. Et que, selon toute vraisemblance, celle-ci devrait tenir compte des quotas de 30% des femmes et de 30% des jeunes, tels que préconisés par le "Distingué camarade président"



Le directeur de cabinet du DCP, Brice Laccruche Alihanga (g), et le SG du PDG, Eric Dodo Bounguendza.

du PDG Ali Bongo Ondimba. Tout en faisant la part belle aux hommes et femmes dévoués, expérimentés, fidèles, jouissant d'une certaine assise populaire dans leurs circonscriptions politiques respectives.

Dans cette optique, le secrétaire général a indiqué que les différentes fédérations du PDG devraient être fortement impliquées dans la campagne de leurs candidats, pour une plus grande efficacité sur le terrain.

## Après l'annonce des mesures visant à la réduction du train de vie de l'État

## Le PDG bientôt en campagne d'explication

J.K.M

Libreville/Gabon

**Au regard de la désinformation née autour des décisions adoptées dernièrement par le Conseil des ministres, les cadres du Parti démocratique gabonais (PDG) sont appelés à se faire le relais de leur pertinence.**

RÉPONDANT aux questions des journalistes à l'is-

sue de la rencontre qu'il a présidée, samedi dernier, au siège du Parti démocratique gabonais (PDG), aux côtés du secrétaire général du PDG, Éric Dodo Bounguendza, le directeur de cabinet du distingué camarade président du PDG, Brice Laccruche Alihanga, a fait savoir qu'il s'est également appesanti sur les mesures adoptées récemment en Conseil des ministres, de manière à réduire le train de vie de l'État. Il a invité les membres du Comité permanent

et du Bureau politique à se faire les porte-voix du bien-fondé et de la pertinence de ces décisions. C'est dire que dans les jours à venir, les cadres et militants du PDG devraient se déployer dans leurs circonscriptions politiques respectives, afin de livrer à leurs concitoyens un discours de vérité. D'autant que, a-t-il avancé, un amalgame nourri d'incompréhensions et de désinformations, entretenu par certains activistes, opposants et autres déma-

gogues, semble vouloir créer la confusion dans l'esprit des populations. Dans tous les cas, a-t-il précisé, ces "mesures courageuses, audacieuses et responsables" sont indispensables au regard de la situation économique actuelle de notre pays. Et, en réalité, elles devraient permettre d'optimiser le fonctionnement de l'État, de la Fonction publique, d'assainir les finances publiques, de rendre plus soutenable la masse salariale, de façon à répondre aux besoins des



Présents, samedi dernier, les cadres du PDG sont invités à descendre sur le terrain.

Gabonais les plus vulnérables. "Ce n'est donc pas une cure d'austérité", a-t-il avancé.

## La Semaine

## Vous avez dit débat contradictoire ?

L'ACTUALITE politique de la semaine qui s'est achevée hier aura été marquée par plusieurs événements. Toutefois, tout porte à croire que la lutte pour la réduction du train de vie de l'Etat va encore occuper, pour longtemps, la scène médiatique de notre pays. A en juger par les différentes sorties devant la presse de plusieurs acteurs politiques, aussi bien du gouvernement, des états-majors politiques que la société civile. C'est donc fort de cela que nous consacrons une grande partie de la présente chronique au débat suscité par les différentes mesures prises par le gouvernement.

Parmi les autres événements ayant marqué la semaine écoulée, on peut noter entre autres, la réunion du Conseil supérieur de la magistrature, celle du Conseil des ministres, la rencontre entre le Premier ministre et les ambassadeurs du G20, etc.

A ceux là on peut ajouter la conférence de presse des ministres d'Etat Jean-Fidèle Otandault (Budget) et Guy Bertrand Mapangou (porte-parole du gouvernement) au cours de laquelle ils ont justifié le bien-fondé des mesures gouver-

nementales relatives à la réduction du train de vie de l'Etat ; tout comme les sorties de Guy Christian Mavioga (BDC) et de Jean Gaspard Ntoutoume Ayi (UN). Occasion trouvée par ce dernier pour critiquer la loi de Finances rectificatives 2018 récemment adoptée par le Sénat.

Sans oublier la réunion du Parti démocratique gabonais (PDG) coprésidée par Brice Laccruche Alihanga et Eric Dodo Banguendza, respectivement directeur de cabinet du "distingué camarade président" du PDG et secrétaire général dudit parti. Dans l'ensemble, on en retiendra le déploiement sur le terrain dans les tout prochains jours des cadres du parti au pouvoir pour expliquer le bien-fondé des mesures gouvernementales, et l'information selon laquelle l'Ajev ne présentera pas de candidats aux prochaines législatives, contrairement à ce que d'aucuns soupçonnaient depuis que les membres de cette association sont de plus en plus présents sur le terrain, en dépit du fait que cela soit essentiellement pour des actions sociales (lire ci-dessus)...

## Du débat sur les mesures gouvernementales

Comme il fallait s'y attendre, les mesures gouvernementales visant la réduction du train de vie de l'Etat n'ont pas cessé d'alimenter les discussions au sein des états-majors politiques et même au sein du gouvernement. Par rapport au gouvernement, il s'agit davantage de savoir comment mieux faire comprendre à l'opinion leur bien-fondé. C'est dans ce cadre que jeudi dernier, les ministres d'Etat Jean-Fidèle Otandault et Guy Bertrand Mapangou ont animé une conférence de presse conjointe. Occasion pour eux de revenir sur lesdites mesures en insistant sur leur fondement, leur pertinence, leur portée, tout comme les retombées espérées.

A entendre les membres du gouvernement, elles pourraient faciliter des économies de l'ordre de 140 milliards de F CFA qui pourraient servir, entre autres, au financement des projets de développement des infrastructures nationales et à la préservation des acquis sociaux...

Il n'en fallait pas plus pour susciter les réactions d'autres acteurs poli-

tiques (toutes tendances confondues) et même de ceux de la société civile. Naturellement dans une catégorie comme dans l'autre, les avis sont partagés. Entre ceux qui soutiennent l'initiative du gouvernement et ceux qui la dénoncent et la condamnent.

On ne reviendra pas sur les propos du président du CLR accusant les gouvernants d'être à l'origine de la situation actuelle. Anticipant un peu l'analyse de Gérard Ella Nguema du Front patriotique gabonais (FPG). On relèvera la conférence de presse de Guy-Christian Mavioga qui, tout en saluant ces mesures, déplore le fait que la décision de réduire le nombre des membres du gouvernement soit renvoyée à après les prochaines législatives...

Mais la véritable contradiction est venue de l'UN. A travers une analyse approfondie appuyée par des chiffres, son commissaire national en charge du Budget, Jean Gaspard Ntoutoume Ayi, estime que ces mesures sont "iniques, antiéconomiques, antisociales et sans lendemain"; tout comme il a démontré que la loi de Finances rectificative 2018 qui les porte est "pas sin-

cères" et "non crédibles". Selon l'expert de l'UN, le "plan d'austérité" du gouvernement consacre la "la faille du pays".

Dans son élan et fort de son argumentaire, Ntoutoume Ayi sur fond de défi, a invité à un "débat public, franc et contradictoire" sur la situation économique, budgétaire et financière du pays. Rejoignant ainsi l'ancien Premier ministre Raymond Ndong Sima dont l'invite est demeurée à ce jour sans suite de la part du gouvernement accusé par l'UN d'user dans le "mensonge" et la "dissimulation"; et de prendre en otage les médias publics "pour tenter d'installer l'opinion dans l'ignorance". Emmanuel Isoze Ngondet et les siens vont-ils décliner cette invite de l'opposition pour édifier davantage l'opinion dans le cadre d'un débat public contradictoire ?

En attendant la suite, force est de constater que cette question sera déjà parmi les sujets de campagne lors des prochains scrutins. Du moins au regard de la conclusion du conférencier de l'UN : "Votre destin et le destin du Gabon sont entre vos mains à travers votre bulletin de vote."